

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Madame [REDACTED]
Directrice
EHPAD LE PLA DU MOULIN
CHE DU PLA DU MOULIN
11190 COUIZA

Date : Vendredi 27 octobre 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire
Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier du 28 septembre 2023 reçu le 02 octobre 2023 par voie postale

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 17 août 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent la prescription retenue et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et des Familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général



Didier JAFFRE

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle**

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « PLA DU MOULIN » (COUIZA)

Un écart est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.

Une remarque est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.

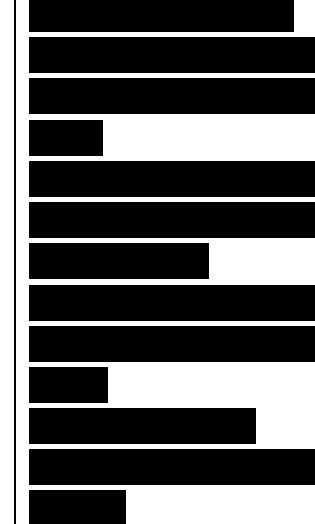
Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

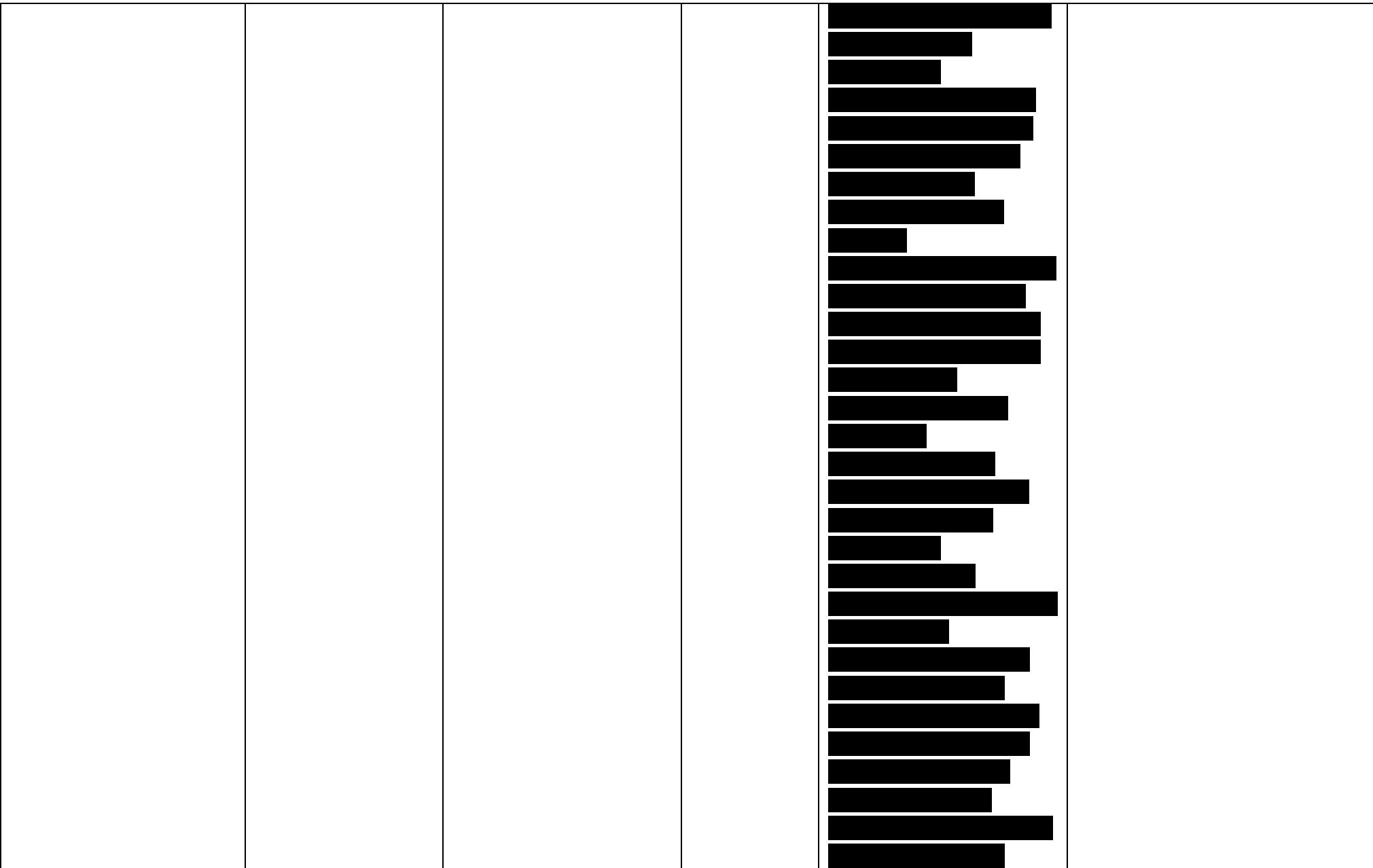
| Ecart | Référence réglementaire | Nature de la mesure attendue Prescription | Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire | Réponse de l'établissement | Décision du Directeur Général de l'ARS |
|--|---|--|---|----------------------------|---|
| Ecart 1 : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF. | Art. D.312-156 du CASF | Prescription 1 : Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation (art. D.312-156 CASF) et transmettre tout document attestant de la conformité ETP médecin coordonnateur à l'ARS. | 6 mois | [REDACTED] | Maintien de la prescription n°1 Effectivité 2024 |
| Ecart 2: La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise | Pluridisciplinarité de l'équipe : Art. D.312-155-0 du CASF | Prescription 3 : Procéder au recrutement de personnel psycho-éducatif conformément à l'article D.312-155-0 du CASF. Transmettre à l'ARS l'attestation. | 6 mois | [REDACTED] | Levée de la prescription n°2 |

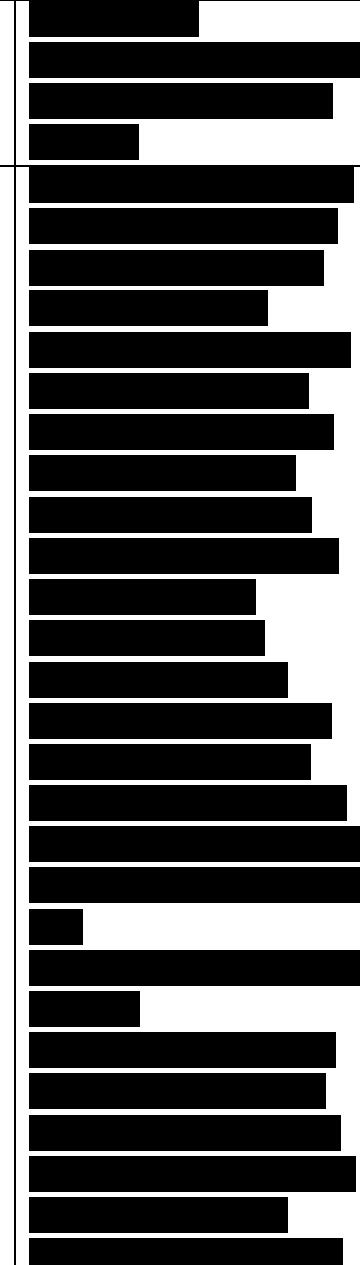
| | | | | | |
|--|---|--|---------------|---|--|
| <p>pas une déclaration « sans délai », ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.</p> | | | | | |
| <p>Ecart 3: En l'absence de personnel psycho-éducatif, la structure contrevient à l'article D.312-155-0 du CASF</p> | <p>Pluridisciplinarité de l'équipe : Art. D.312-155-0 du CASF</p> | <p>Prescription 3 : Procéder au recrutement de personnel psycho-éducatif conformément à l'article D.312-155-0 du CASF. Transmettre à l'ARS l'attestation.</p> | <p>6 mois</p> |  | <p>Levée de la prescription n°3</p> |

Tableau des remarques et des recommandations retenues

| Remarque | Référence réglementaire | Nature de la mesure attendue | Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire | Réponse de l'établissement | Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS |
|---|--|---|---|----------------------------|--|
| Remarque 1: L'organigramme transmis n'est pas daté. | Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L.312-1, II, alinéa 4 du CASF | Recommandation 1 : La structure est invitée à transmettre un organigramme à jour. | Immédiat | | Levée de la recommandation n°1 |
| Remarque 2: Il est rappelé à la structure l'obligation de signalement - sans délai - des événements indésirables et dysfonctionnements graves aux autorités administratives dont les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance [...] font partie. L'adresse mail à laquelle les signalements doivent être adressés est : | Art. L.331-8-1 CASF Art. R.331-8 & 9 CASF Arrêté du 28.12.2016[3] Art. R.1413-59 et R.1413-79 du CSP (EIGS) | | | | Levée de la recommandation n°2 |

| | | | | | |
|--|---|---|---------------|--|---------------------------------------|
| ars-oc-alerte@ars.sante.fr ; le numéro de la plateforme régionale des signalements à l'ARS Occitanie est le : 0800 301 301. | | | | | |
| Remarque 3 : Selon la structure, le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas | | Recommandation 3: L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration. Transmettre à l'ARS le plan de formation. | 6 mois |  | Levée de la recommandation n°3 |
| Remarque 4 : Le taux d'absentéisme des AS/ASH/AGS est de 29%. Le taux de rotation des AS/ASH/AGS est de 27%. | Qualité et sécurité de la PEC: Art. L.311-3 du CASF | Recommandation 4 : Prendre des mesures pour stabiliser l'équipe soignante. Mener une réflexion sur une politique offensive de recrutement. | 3 mois |  | Levée de la recommandation n°4 |



| | | | | | |
|---|--|--|--|---|--|
| | | | | | |
| <p>Remarque 5 : La structure déclare que le médecin Co est médecin traitant de 32 résidents. Rappel : Conformément à la circulaire N° DGCS/SD3A/2012/404 du 7 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du décret n° 2011-1047 du 2 septembre 2011 relatif au temps d'exercice et aux missions du médecin coordonnateur exerçant dans un établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes mentionné au I de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles, il est rappelé à la structure si le médecin coordonnateur est médecin prescripteur au sein de l'établissement « c'est en dehors de son</p> | | | |  | |

| | | | | | |
|---|--|---|-----------------|--|---------------------------------------|
| temps et ses fonctions de coordination. » | | | | | |
| Remarque 6: L'organisation des accès aux plateaux techniques imagerie n'est pas précisée. | | Recommandation 6 : La structure est invitée à s'assurer l'organisation des accès aux plateaux techniques imagerie Transmettre à l'ARS le justificatif. | Immédiat | | Levée de la recommandation n°6 |